

CAMBODGE NOUVEAU

1 - 15 déc. 1995

Politique Economie Finances

2ème année numéro 40

COUP DE GRISOU A PHNOM PENH

comme hier ...

Avec l'arrestation de Norodom Sirivudh, les observateurs du Cambodge ont de quoi commenter. Surtout les critiques et les prophètes de malheur - qui dans le passé n'ont pas toujours eu tort.

Le côté sombre du pays a été accentué encore par les noirceurs déversées dans plusieurs publications de renom : le Cambodge serait un "Etat mafieux", l'héroïne birmane en sachets, ballots et caisses le traverserait en toute impunité, faisant tourner au passage de puissants moulins à dollars.

Mais dans le même temps on voit qu'un concert de musique classique rassemble des centaines d'auditeurs, Khmers et étrangers mêlés; que l'Ecole Française d'Extrême Orient inaugure ses nouveaux locaux; qu'elle publie un remarquable volume "Recherches Nouvelles sur le Cambodge"; que l'Ecole des Langues'O choisit Phnom Penh pour célébrer son bicentenaire; que les travaux universitaires, de nouveau, battent son plein ...

Faut-il donc opposer la période contemporaine, un peu cahotique, à des temps passés plus sereins ? Ou bien le travail sur l'immédiat des journalistes, "historiens du présent", aux patientes reconstitutions du passé des chercheurs ?

Ces oppositions sont artificielles. Les périodes passées, les temps d'Angkor en particulier, étaient aussi secouées que les années présentes, parfois davantage. Et les chercheurs seraient heureux d'avoir les journaux de l'époque ... A.G.

L'arrestation d'un personnage majeur de la famille royale, demi-frère du Roi, ancien ministre d'Etat, Secrétaire général du premier parti politique du pays, pour avoir voulu assassiner le second Premier ministre, soulève une émotion et une inquiétude bien compréhensibles.

Les jours passant, toutefois, "l'affaire Sirivudh" pourrait finalement n'avoir pas les dimensions énormes que l'on a d'abord cru. Coup de grisou, mais sans victimes.

L'équipe chargée de la défense est forte. Mais, sous réserves de révélations nouvelles qui paraissent bien improbables, les avocats ne devraient pas avoir de mal à démontrer que le dossier d'accusation est bien faible.

Des propos outranciers ? On n'emprisonne pas quelqu'un pour cela. Des enregistrements ? Ce ne sont pas des preuves. Détention d'armes ? Mais il n'y a rien de plus commun au Cambodge. La démonstration est à la portée d'un avocat-stagiaire.

Reste que cette affaire suscite beaucoup de réflexions, d'hypothèses, de constructions plus ou moins étayées. "L'affaire" révèle beaucoup sur le Cambodge d'aujourd'hui.

D'abord sur la justice : on va voir le système à l'épreuve. Les sceptiques s'expriment déjà : l'enquête sera nécessairement "orientée"; les juges se laisseront influencer par le pouvoir politique; un procès équitable ? Impossible ...

M. Sam Rainsy note déjà de sérieux coups de canif à la

légalité : Norodom Sirivudh n'aurait pas dû être assigné à résidence, il ne devrait pas être détenu, il n'aurait pas dû être mis sur écoutes, il devrait pouvoir rencontrer qui il souhaite, jusqu'à ce que le tribunal l'ait reconnu coupable, il doit être considéré comme innocent ...

La façon dont "l'affaire" sera traitée par la justice cambodgienne aura certainement d'importants retentissements à l'étranger. L'image du Cambodge en sera ternie, ou au contraire renforcée.

On échafaude aussi bien des hypothèses politiques.

Si de simples propos non suivis du moindre commencement d'exécution ont provoqué des réactions aussi vives, c'est qu'un projet d'assassinat n'est pas invraisemblable. Que la stabilité politique est bien fragile. On évoque quelques fâcheux trébuchements récents. C'est l'occasion de se rappeler que les règlements de compte personnels existent bel et bien, que les luttes sanglantes entre factions rivales ne sont pas si lointaines. Sans remonter aux sauvages purges internes des khmers rouges (en 1976 notamment) il y a eu, avant les élections, et depuis, des assassinats politiques ...

Une idée généralement admise, c'est que, le prince Sirivudh ayant tenu des propos excessifs, certains, à l'affût, en ont aussitôt profité pour le "piéger". Qui ? Pourquoi ?

Une explication possible : il regrettrait que le Funcinpec soit

trop proche du PPC. Il penchait pour les options de Sam Rainsy, et risquait de lâcher le Funcinpec pour le Chiet Khmer. Cela aurait beaucoup affaibli le Funcinpec, et beaucoup renforcé Sam Rainsy. On prête même à ces deux "têtes" de grandes ambitions (voir p. 7). Donc, on aurait saisi cette bonne occasion de le "neutraliser", et d'intimider du même coup ceux qui auraient eu la tentation de suivre le même itinéraire.

Une autre ingénieuse hypothèse : Sirivudh n'aurait pas été imprudent mais, fin manoeuvrier au contraire, aurait tout manigancé pour ne pas avoir à faire un choix déchirant entre sa fidélité au Funcinpec - sur laquelle il insistait - et son penchant personnel pour les positions de Sam Rainsy ... Il aurait saisi l'occasion de la visite d'un journaliste pour "faire un coup", pour lancer une petite bombe qui lui donnerait un peu d'air, ou au moins retarderait les échéances.

A l'appui de cette hypothèse : sous ses dehors débonnaires, il est impulsif, les pressions politiques pèsent à ce personnage de sang royal, qui rappelle volontiers à l'occasion qu'il est aussi "chinois".

Il est au moins un point sur lequel tout le monde s'accorde : assassiner Hun Sen est un projet non seulement criminel mais stupide. Cela ne supprimerait nullement les options qu'il incarne, sans doute bien au contraire, les renforcerait. Et cela priverait le Cambodge d'une tête politique : il n'en a pas tant !

à l'intérieur

Enseignement Supérieur : un plan de 10 ans

Fac des Sciences Economiques. Univ. de Phnom Penh

La bizarre affaire Sirivudh

Investissements : le colloque du 18 novembre

page 2

pages 3 - 4 - 5

page 7

page 8

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Dr Paul A. Hebert : un plan de dix ans est en chantier

Jusqu'ici les bailleurs de fonds ont conduit en faveur de l'Enseignement Supérieur leur politique propre. Le résultat est assez cahotique, estime le Dr. Paul Hebert, Conseiller technique auprès du Ministère de l'Éducation Nationale. Le besoin apparaît d'une coordination et mieux, d'un plan national directeur pour 10 ans qui intégrera tous les plans séparés et servira de guide à toutes les parties concernées. Les Français, qui font beaucoup d'efforts dans ce domaine, en conviennent. Il est temps que les Cambodgiens définissent la politique qu'ils veulent mener pour leur Enseignement Supérieur.

Comité de pilotage

Cette nécessité étant nettement admise par toutes les parties intéressées, un "Comité de pilotage National" a été créé. Sa mission : mettre au point ce Plan de 10 ans. Les délais impartis : 18 mois, du 1er juillet 1995 au 31 décembre 1996. Les moyens : un financement conjoint de la Banque Mondiale, AUSAID (Australie) et USAID (Etats-Unis). Le Comité de Pilotage a été nommé par le Conseil des Ministres en juillet dernier. Le Président en est Keat Chhon qui, en sa qualité de ministre d'Etat, chargé du Développement et de la Réhabilitation, a des compétences interministérielles, nécessaires car plusieurs institutions de l'enseignement Supérieur ne dépendent pas du ministère de

L'Enseignement Supérieur compte 10 institutions. L'Université de Phnom Penh avec ses 3 Facultés, Lettres, Sciences et Institut des Langues, l'Institut de Technologie du Cambodge, l'Université Royale d'Agriculture, l'Université de Médecine, Odontologie et Pharmacie, l'Université Védique, la Faculté de Commerce, la Faculté de Pédagogie, la Faculté des Sciences Juridiques et des Sciences Economiques, l'Université des Beaux-Arts, l'Ecole Royale d'Administration.

Le nombre des étudiants est d'environ 16 300. Cambodgiens et spécialistes étrangers mettent au point un Plan National pour les dix prochaines années.

L'Éducation Nationale, l'Agriculture, les Beaux Arts, la Médecine, l'Ecole Royale d'Administration. C'est aussi pourquoi le secrétariat du Comité se trouve au CDC.

Le Comité de pilotage est assisté par 6 groupes de travail nationaux, qui comptent chacun 5 membres. Ce sont donc 30 Khmers, des éducateurs pour la plupart, qui ont la charge de la recherche appliquée, c'est à dire de faire des propositions qui seront soumises au Comité de pilotage.

A partir de ces propositions, le Comité de pilotage fera le Plan National qui engagera l'Enseignement Supérieur cambodgien dans le 21^{ème} siècle.

Tout cet ensemble est assisté par un Secrétariat, dont le chef est "directeur exécutif". La coordination de l'ensemble est confiée au Dr Paul A. Hebert.

Depuis qu'un "accord de base" a été signé, en mars 1995, entre

les trois bailleurs de fonds du projet cités plus haut et le ministère de l'Éducation Nationale,

frictions

tout a bien été, si l'on excepte, nous dit Paul Hebert, un certain agacement des Français lorsque cet accord leur a été présenté en anglais et que le travail considérable qu'ils ont réalisé depuis deux ans dans l'Enseignement Supérieur du Cambodge (UIP, ITC, Médecine, Droit, Sciences

économiques, Agriculture, Ecole Royale d'Administration, Institut Pédagogique), dans le rapport, avait été tenu pour négligeable... agacement redoublé lorsque les travaux du séminaire qui s'est tenu en octobre sur l'avenir de l'Enseignement Supérieur ont été publiés de nouveau en anglais uniquement. Depuis, la sérénité est revenue.

six thèmes de réflexion

Tout le monde est d'accord pour réfléchir notamment sur :

la structure du système et les institutions : les Facultés doivent-elles être indépendantes ou non ?

les programmes : actuellement, estime le Dr Hebert, ce sont les programmes français d'il y a 20 ans. Il faut sans doute les modifier.

Sur tous ces points, nous avons besoin de discuter avec les conseillers techniques.

Plus précisément, nous avons identifié 6 thèmes de réflexion, correspondant aux 6 groupes de travail du Comité de Pilotage, et

L'aide française à l'Enseignement Supérieur du Cambodge et à la modernisation de l'Etat en 1994

"Former les futures élites du Cambodge et re-créer à Phnom Penh un appareil d'Etat moderne sont des objectifs souvent liés dans les actions que mène la France" (rapport Henri Locard, août 1995). Encore la liste ci-dessous ne tient pas compte de l'accentuation de l'implication française dans les domaines de l'Archéologie et de l'Agriculture en septembre 1994.

Formation scientifique et Technique	2,9	mio FF
Développement institutionnel	11,3	
Formation Techniciens supérieurs	12	
Economie et Finances	16,1	
Langue française	16,7	
Programmes culturels	18,3	
TOTAL	77,3	

A PROPOS ...

rumeur

Pour que son absence de Phnom Penh ne soit pas l'occasion de troubles politiques le prince Ranaridh pourrait renoncer à assister au Sommet francophone de Cotonou du 2 au 4 décembre. Comme on prévoyait qu'il annoncerait à cette occasion l'ouverture de 100 classes bilingues au Cambodge, les milieux francophones se demandent si cette décision

importante pour l'enseignement du français sera réellement prise.

coopération

La visite à Phnom Penh de M. Xavier Emmanuelli, Secrétaire d'Etat chargé de l'aide humanitaire d'urgence, a été l'occasion le 17 novembre de rappeler que le total de l'aide française au Cambodge au titre de la Coopération atteint environ 250 millions de FF pour 1995, et dépasse 1 milliard de FF

depuis 1991. La France est ainsi le deuxième contributeur du Cambodge, après le Japon.

exporter du riz ?

Dès 1996 le Cambodge exportera du riz, a affirmé le premier Premier Ministre le 24 novembre, à l'occasion d'une réunion des candidats-investisseurs.

hévéaculture

"Nous avons fait et renouvelé

des propositions d'investissements dans l'hévéaculture cambodgienne dès 1989, nous avons envoyé des experts sur la plantation de Chamcar Andong et ailleurs", nous dit le représentant de la SODECI à Bangkok M. G. Drevelle, venu à Phnom Penh fin novembre rendre visite aux responsables cambodgiens "Mais toujours rien n'est décidé. Nous avons proposé une formule de partenariat, de société mixte. **A**

(suite page 3)

P.A. Hebert

(suite de la page 2)

dans chacun 5 sous-thèmes - comme il y a 5 membres dans chaque groupe de travail :

- législation et structures
- accès et débouchés (sélectionner à l'entrée ? Adapter les programmes aux besoins du marché ? ...)
- Ressources humaines et financières
- gestion des institutions
- les programmes
- les langues

Comme ces six thèmes ont été justement ceux du Séminaire National sur l'Education Supérieure qui s'est tenu à Phnom Penh du 17 au 19 octobre, avec la participation d'éminents spécialistes étrangers, le terrain est maintenant plus ou moins flêché.

- *législation et structures* : il faut qu'une législation unique s'applique à toutes les institutions; recenser ce qui existe; un seul ministère; un exemple de réforme réussie: l'ITC;

- *accès et débouchés* : faciliter l'accès à l'enseignement supérieur à tous, sans discrimination; lier l'enseignement au besoins du marché, assurer une formation à ceux qui n'entrent pas dans le Supérieur ...

- *ressources* : la faiblesse des rémunérations; les horaires; améliorer le niveau des enseignants; contribution des familles ? Du secteur privé ?

- *budget, gestion, entretien, salaires* n'ont pas de règles claires ...

- *programmes* : il faut les adapter aux besoins du pays;

- *langues* : le khmer, mais l'anglais et le français sont nécessaires, pour accéder aux connaissances ...

FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES

interview : Dominique Mellet, chef de-projet

La France finance dans la proportion de 80 % environ l'aide extérieure que reçoit l'Enseignement Supérieur du Cambodge. Elle intervient massivement dans la plupart des établissements : Institut de Technologie du Cambodge, Faculté de Droit et de Sciences Economiques, Faculté de Médecine, Université Royale d'Agronomie, Université de Phnom Penh (Institut des langues et filière bilingue, programmes ponctuels), Faculté des Beaux arts, Institut Pédagogique, ...

Les autres donateurs, représentant ensemble environ 20 % de l'aide, sont l'Australie, le Japon, l'USAID, Asia Foundation, l'Université de Georgetown, la Suède, ...

Il est donc normal que les conseillers techniques français, qui travaillent ici depuis quatre et ont grandement contribué à remettre sur les rails ces institutions, s'agacent lorsque les promoteurs d'un vaste Plan National semblent considérer que rien n'existe, qu'il faut repartir à zéro.

Nous ne refusons nullement que d'autres interviennent dans le domaine de l'Enseignement Supérieur. Nous ne prétendons pas tout faire. Nous sommes tout à fait prêts à la coopération, et j'ai eu récemment l'occasion de le dire à S.E. l'ambassadeur d'Australie.

Nous sommes des universitaires, et donc tout à fait ouverts aux échanges et aux collaborations internationales.

Je fais observer qu'à la Faculté

de Droit et de Sciences Economiques, on enseigne le français et l'anglais. Alors qu'à la *Faculty of Business*, le français est interdit. Qui est sectaire ?

Si les Australiens, par exemple, le souhaitent, nous accueillerions volontiers un professeur australien.

On veut des réformes ? D'accord. C'est ce que nous faisons depuis quatre ans. Mais

On veut des réformes ? D'accord ! C'est ce que nous faisons depuis quatre ans

il faut reconnaître ce qui a été fait jusqu'ici et en tenir compte. Nous obtenons des résultats non négligeables.

En septembre 1996, pour la première fois, 10 à 15 de nos étudiants vont suivre un MBA à l'*Asian Institute of Technology* de Bangkok, pendant deux ans. Le gouvernement français octroie 10 bourses et d'autres gouvernements donneront quelques autres bourses.

Nos 13 premiers diplômés de BBA viennent de sortir. Leur diplôme n'est pas seulement reconnu par notre Faculté mais par l'*Asian Institute of Technology* : ce sont les premiers diplômés cambodgiens à être reconnus à l'étranger.

Dans quel sens devrait évoluer l'Enseignement Supérieur du Cambodge ?

Il existe un grave problème d'emploi. Face à cela, il n'y a pas de solution unique, comme

une sélection draconienne des étudiants qui aurait pour objectif d'adapter l'offre à la demande d'emplois.

Il faut plutôt chercher plusieurs solutions diverses :

- d'abord, il faudra que l'administration, au cours des prochaines années, contribue à absorber les diplômés - même si le principe de leur embauche automatique dans la fonction publique a été abandonné.

- il faut aussi chercher la diversité des connaissances et des aptitudes. Par exemple, nous avons créé un diplôme de comptabilité : nos techniciens comptables sont formés en trois ans. Mais tous ne deviendront pas experts-comptables. Nous

prévoyons qu'ils devront être aptes à s'intégrer dans une structure professionnelle.

- nous sommes bien conscients qu'il faut créer des filières courtes.

Nous entendons dire qu'une autre Faculté de Droit et de Sciences Economiques, anglophone, pourrait être créée conjointement par les Etats-Unis, le Japon, l'Australie et la Nouvelle Zélande. Notre réaction ? La concurrence ne nous fait pas peur !

Nous ne nous sentons pas menacés. On peut amender, compléter, modifier ce que nous avons fait jusqu'ici, mais on ne peut pas l'ignorer ou passer dessus un "rouleau compresseur" : c'est du solide !

En définitive, il appartiendra aux Khmers de dire avec qui ils veulent travailler.

PROPOS ...

Pour nous occuper de quelles plantations ? C'est aux Cambodgiens de le dire. S'il y a une volonté de négocier du côté du Gouvernement, nous sommes là."

La SODECI, Société de Développement des Cultures Industrielles, branche industrielle de la Société française SIPH, poursuit depuis 8 ans une activité d'assistance à l'hévéaculture

thaïlandaise, avec un financement de l'Union Européenne. Avant les événements, sous le nom de SCKT, elle exploitait notamment la plantation de Chamcar Andong (9 400 ha), sur la rive droite du Mékong. Le groupe Suez exploitait aussi la plantation de Mimot (7 260 ha).

La SIPH ne dépend plus depuis début 1995 du groupe Suez, mais du groupe franco-belge *Frabinvest*. Avec des capitaux ivoiriens, elle centre son activité

sur les produits tropicaux : café, cacao, caoutchouc, palmiers à huile.

Sont venus également fin novembre à Phnom Penh les dirigeants d'autres groupes intéressés par les hévéas du Cambodge : *Terres-Rouges Consultant* et *Aldec* (formée de *Safic-Alcan* et de la société malaisienne *Mardec*). La *SIAT* (Société pour l'Investissement dans l'Agriculture Tropicale) a envoyé un expert sur la plantation du

Rattanakiri pour affiner ses propositions au gouvernement cambodgien.

MFN

Le statut de la "Nation la Plus Favorisée" (MFN) que l'on attend des Etats-Unis, c'est pour le premier trimestre 1996, affirme le sous-Secrétaire d'Etat au Commerce. Il facilitera les exportations cambodgiennes, notamment de produits textiles.

(suite page 4)

L'UNIVERSITE DE PHNOM PENH

autrefois, la meilleure
Université du Sud-est
asiatique

Crée en 1960 sous la monarchie, à l'époque du Sangkum reastr Niyum, sous le nom d'Université Royale Khmère, l'Université de Phnom Penh a été la plus renommée de tout le Sud-est asiatique, nous dit le recteur M. Var Sim Samreth. Nous avons alors beaucoup de facilités : des professeurs compétents, formés à l'étranger - notamment en France-, des programmes très bien adaptés à la situation du pays, et des matériels d'enseignement, laboratoires, livres, de bonne qualité. Les diplômes délivrés par l'Université Royale, une cinquantaine chaque année, étaient reconnus dans le Sud-est asiatique et dans le monde. Leur nombre correspondait bien aux besoins.

**aucun enseignant
du Supérieur n'a
survécu aux
khmers rouges**

De 1970 à 1975, la qualité est allée en se dégradant, beaucoup de professeurs ont quitté le pays, certains étaient recrutés par l'armée.

De 1975 au 9 janvier 1979, sous le régime des khmers rouges, toute l'éducation a été supprimée, et toute l'infrastructure détruite. Tous les professeurs de l'enseignement supérieur, entre 30 et 50, ont été tués, il n'en est resté aucun. Dans l'enseignement

secondaire du deuxième cycle, il en est resté environ 50, sur les milliers. Pour le premier cycle, sur quelque 7000 enseignants, environ 700 ont survécu. Pour les instituteurs, il en est resté environ 3000 sur 40 000.

Quant aux étudiants, le taux des **s u r - v i v a n t s** est compris entre 25 et 30 %.

Tous les livres, les matériels de laboratoire ont été détruits.

Du 7 janvier 1979 à 1993, année des élections, il n'y a pratiquement pas eu d'éducation. Il a fallu entreprendre de restaurer le système éducatif à partir de zéro, avec nos capacités, compétents et incompétents mélangés, à la santé peu solide à cause des privations.

La première rentrée scolaire pour l'enseignement général a été proclamée le 24 septembre 1979, avec environ 900 000 élèves. Pour l'enseignement supérieur, nous avons créé l'année suivante, en octobre 1980, l'Ecole Normale Supérieure et l'Ecole des Langues. Leur mission était de former les enseignants des collèges et des lycées. Comme il n'y avait pas de professeurs, les plus instruits d'entre nous apprenaient ce qu'ils savaient aux moins instruits, qui enseignaient les non-instruits.

En 1988, l'Ecole Normale Supérieure et l'Ecole des Langues sont devenues l'Université de Phnom Penh. Sa

mission, former des enseignants, a été arrêtée en 1992 : l'Université de Phnom Penh a été chargée de former les étudiants en général.

A partir de 1992, l'Université a compris d'abord 6 Facultés : Lettres et Sciences Humaines, Sciences, l'Institut des Langues Etrangères, Pédagogie, Commerce, Sciences Juridiques et Sciences Economiques.

Mais 3 Facultés, Pédagogie, Commerce et Droit, sont maintenant indépendantes de l'Université de Phnom Penh.

Pour les 3 Facultés dépendant aujourd'hui de l'Université, Lettres, Sciences et Langues Etrangères, elles comptent ensemble actuellement 6000 étudiants (12 000 lorsque nous avons les classes préparatoires).

**tout
l'enseignement
est en khmer**

quantité ... et qualité

Nous avons réussi à "khmèriser" toutes les disciplines en 1987. Elles sont toutes enseignées en khmer, ce que nous n'avions pas pu faire dans l'ancien régime. Nous en sommes fiers.

Un autre sujet de fierté : pendant l'Etat du Cambodge entre 1979 et 1993, partant de zéro, nous avons réussi dans le domaine de la quantité : nous avons main-

tenant un nombre suffisant de professeurs khmers : plus de 200, formés dans notre Université. C'est à dire que même sans aide étrangère, nous pourrions fonctionner.

Mais ce qui manque c'est la qualité. Les étudiants qui sortent de notre Université, je le reconnais, sont insuffisamment formés. Et pour le matériel enfin, il nous en manque beaucoup. Ce que nous avons est très rudimentaire et disparate. Nous ne pouvons donc faire que des cours théoriques. Pour les livres, ils nous manquent surtout en khmer, parce que nos anciens documents ont tous été brûlés.

Depuis 1993, sous la "Monarchie II", nous continuons à restaurer l'enseignement général. L'Union Européenne commence à nous aider, avec son programme PRASEC, depuis le début de

**Supérieur :
la réforme est en
gestation**

l'année, avec des cours de recyclage pour plus de 40 000 enseignants. Nous avons des moyens importants, 16 millions de dollars pour mener à bien le programme jusqu'en 2000.

Pour l'enseignement Supérieur, nous n'avons pas encore commencé. Nous avons des programmes élaborés par la Banque Mondiale et par USAID, et l'on étudie les changements à apporter à l'Enseignement Supérieur. Nous avons fait en octobre dernier un séminaire, auquel ont participé beaucoup d'experts étrangers. reste à mettre au point la réforme.

(suite page 5)

A PROPOS ...

"Medellin sur Mékong"

C'est le titre qui fait la couverture de la *Far Eastern Economic Review* du 23 novembre. Un dossier de 6 pages décrit le Cambodge comme l'un des principaux pays de transit de l'héroïne provenant de Birmanie, d'où elle arriverait par le Laos et la Thaïlande, et d'où elle repartirait par Koh Kong. Le Cambodge serait de plus en plus un pays où l'argent de la drogue

est recyclé : 19 des 29 banques y seraient impliquées.

L'un des principaux hommes d'affaire du Cambodge, Theng Bun Ma, récemment élu président de la Chambre de Commerce, décrit comme l'un des "piliers du régime", qu'il a beaucoup aidé financièrement, serait fortement impliqué dans le trafic de drogue, selon l'article, s'appuyant sur des sources américaines.

Il y aurait des liens étroits entre des syndicats du crime et cer-

tains responsables politiques, certaines unités de l'armée, de la police et de la marine. "*La province de Koh Kong est entièrement entre les mains de la mafia*" selon un haut fonctionnaire cambodgien cité par la *Far Eastern Economic Review*.

Si ces faits se trouvaient avérés, ils mettraient dans l'embarras beaucoup de pays donateurs. Si le Cambodge se trouvait défini aux Etats-Unis comme un "*Major Narcotics Country*" l'aide bilatérale américaine pourrait se trou-

ver fortement diminuée.

Le gouvernement a annoncé une enquête pour déterminer l'éventuelle implication de la marine. Selon la *Far Eastern* du 30 novembre, Theng Bunma nie tout ce dont il est accusé, et reste serein. Il n'a pas et n'a jamais eu de rapport avec la drogue. Il a prêté de l'argent au gouvernement, mais ce n'est pas illégal et c'est fini. Il n'a aucun problème avec le fisc ni avec les douanes.

(suite page 6)

Comment développer notre Université ? Comment donner à nos étudiants les qualités requises pour servir notre pays ? Les 1400 licenciés qui sortent ont du mal à trouver un travail parce que leur formation est insuffisante. Par manque de niveau, ils deviennent des instituteurs de l'enseignement primaire.

Le ministère de l'Éducation Nationale a envoyé des lettres à tous les ministères pour leur demander recruter quelques étudiants. Il faut éviter leur mécontentement !

les quatre conditions du progrès

Pour l'avenir, je vois quatre choses nécessaires :

- **il faut réaliser la réforme des programmes.** Il faut que des experts étudient la question. Mais déjà je crois que l'on doit aller vers plus de pratique. Il faut que le département de Chimie s'oriente par exemple vers la chimie alimentaire, que les mathématiciens deviennent peut-être mathématiques-ingéniérie, que les géographes s'orientent vers l'environnement, la cartographie, le cadastre, ... Il faut s'adapter mieux aux besoins du pays. Nous Cambodgiens nous pouvons élaborer ces programmes, mais nous manquons de ressources pour les réaliser.
- **il faut ensuite améliorer les connaissances de nos professeurs.** Il existe beaucoup de moyens :

- envoyer ces professeurs suivre des cours à l'étranger,
- trouver des experts à l'étranger et les envoyer ici pour recycler et perfectionner nos professeurs;
- **et il faut relever le niveau de vie des enseignants.** Un professeur licencié gagne 20 dollars par mois. Nos professeurs, qui travaillent 12 heures par semaine, doivent donc faire autre chose : moto-taxi etc ... et ne peuvent pas remplir leur mission convenablement. Ils refusent de faire des recherches, parce qu'ils n'obtiennent rien, ils oublient facilement, ils ne peuvent pas se concentrer ...

C'est là le principal problème : il faut encourager, motiver nos pro-

fesseurs, sinon nous ne pourrions pas relever leur niveau.

- **et il faut évidemment un matériel à la hauteur :** les laboratoires, les livres.

Pour les livres, nos professeurs ont la volonté de traduire en khmer des livres français ou anglais. C'est à partir de cela qu'ils font leur enseignement. Mais nous ne pouvons pas faire de livres parce que les moyens nous manquent. Nos étudiants n'ont pas de livres entre les mains. Il nous faudrait au moins du matériel de reproduction.

Or nous n'avons pas de budget de fonctionnement, et l'enseignement est gratuit. Nos sièges, par exemple, nous sont donnés par des associations humanitaires.

Notre enseignement reçoit des aides, c'est vrai. L'AUPELF-UREF (la Francophonie) a pris le relais de la Fondation France-Libertés de Danielle Mitterrand qui nous aidait depuis 1987. J'aimerais bien d'ailleurs que l'AUPELF-UREF vienne ici très profondément.

la filière francophone

À l'Institut de Langues Étrangères, notre département de français est pris en charge totalement par le gouvernement français.

L'AUPELF-UREF nous aide à donner des cours de français à tous nos étudiants.

Pour éviter les frictions causées par la coexistence des deux langues français et anglais, nous donnons des cours de français en première et deuxième année, 6 heures par semaine, et d'anglais en 3ème et 4ème année, 6 heures par semaine aussi.

Mais en plus, l'AUPELF-UREF donne à ceux qui le veulent la possibilité de prendre 10 heures de cours de français par semaine au lieu de 6. Il y a aussi des encouragements : un livre est donné à chaque étudiant, et les professeurs khmers qui enseignent le français sont payés.

Une "filière francophone" a été créée à la rentrée 1994 dans les départements de mathématiques, de physique, de chimie, de biologie et de géographie.

L'AUPELF-UREF est responsable de cette formation et applique nos programmes. L'enseignement du français est renforcé (10 heures par semaine) et quelques cours (un sur 10 environ) sont donnés en français, surtout en 4ème année.

langues : le volontariat clé du succès

Cette filière, qui permet aussi d'étudier l'anglais, mais de façon facultative, a du succès, auprès des professeurs qui peuvent gagner un peu plus d'argent, et auprès des étudiants. Il nous faut limiter le nombre des inscrits. En mathématiques par exemple, sur les 200 élèves inscrits, et sur 150 volontaires, nous n'en acceptons que 50 au plus. Cette formule de volontariat est donc une réussite.

Pour l'anglais, nos élèves veulent l'apprendre, mais nous manquons de professeurs, et les pays anglophones, États-Unis, Grande Bretagne, Australie, ... ne nous aident pas.

D'autre part j'observe que parler anglais n'aide pas plus que le français à trouver du travail. Il y a une mode de l'anglais. Mais ce qui compte, c'est la connaissance, bien plus que la langue.

Il faut choisir en quelle langue on va absorber la connaissance.

Au total, oui je suis optimiste. Je suis là depuis 1980, depuis la création de l'Université, et dans l'éducation depuis plus de 30 ans ... !

Suite de notre dossier sur l'Enseignement supérieur dans notre prochain numéro : les faits, les évolutions, les idées, interviews des responsables ...

langues

Il est bien naturel que les Cambodgiens souhaitent que tout l'enseignement se fasse en khmer.

D'abord parce que c'est plus facile. Les générations précédentes ont eu à apprendre tant de langues ! Selon les époques, le français, le vietnamien, le russe, l'allemand, le tchèque, l'anglais bien sûr ... sans compter que beaucoup de Cambodgiens parlent déjà chinois, thaïlandais, vietnamien ...

Retrouver leur langue, c'est retrouver leur culture la plus profonde, leur identité propre. Une nation, c'est d'abord une langue commune.

On peut comprendre aussi que les étudiants d'aujourd'hui se trouvent dans un environnement difficile : familles souvent détritues, absence d'adultes et d'anciens pour leur transmettre tout naturellement le savoir, conditions matérielles souvent austères, une ambiance qui ne favorise pas l'effort concentré qu'exigent les études supérieures ... S'il faut de surcroît que ces efforts soient faits dans une langue étrangère !

Et pourtant, l'enseignement supérieur doit obligatoirement passer par des langues étrangères.

- parce que les livres, les connaissances, les techniques, le vocabulaire disponibles sont en français ou en anglais;

- parce qu'un diplômé "supérieur" qui ne saurait que le khmer serait privé d'échanges internationaux et ne pourrait pas se perfectionner.

En fin de compte, ce qu'il faut viser, ce sont les connaissances. La langue, français, anglais, ... n'est que le moyen d'acquérir ces connaissances.

CAMBODGE NOUVEAU

le journal
des
décideurs
votre
meilleur
investissement

Cambodge Nouveau
bi-mensuel
politique, économie, finances

Directeur de la publication Chea Savuth
Rédacteur-en-chef : Alain Gascuel
Enquêtes : Phally
Mise en page : Pen Mary
Impression : CIC
Centre Informatique du Cambodge

58 rue 302 - BP 836 - Phnom-Penh

CAMBODGE NOUVEAU

tel (015) 91 19 67

est vendu uniquement par abonnement
exemplaire gratuit sur demande

Langues'O bi-centenaire vigoureux

C'est à Phnom Penh que l'INALCO, plus communément appelé Langues'O, a choisi de célébrer son bi-centenaire. L'Institut National des Langues et Civilisations Orientales marque ainsi l'importance qu'il attache à l'Asie, et au Cambodge en particulier.

Pendant 3 jours, les 29, 30 novembre et 1er décembre, plus de 20 spécialistes du Cambodge, français, cambodgiens et étrangers, historiens, historiens d'art, épigraphistes, linguistes, géographes, architectes, juristes, ... sont venus exposer l'état des connaissances dans leur spécialité.

Madeleine Giteau, Vann Molyvann, Pierre Lamant, Khanliene Nhouyvanisvong, Alain Daniel, Son Soubert, Nouth Narang, Po Dharma, Yang Baoyun, Yoshiaki Ishizawa, Som Samnang, David P. Chandler ... bien d'autres (encore avait-il fallu choisir, n'étaient pas là François Bizot, Claude Jacques, Jacques Népote, M.S. de Vienne, Michael Vickery, etc ...) ont fait profiter une audience attentive d'une part de leur savoir.

Ce Colloque a témoigné de la vitalité des études sur le Cambodge, de la sympathie et de l'intérêt inaltérés que suscite ce pays. De la vitalité aussi de l'INALCO, moderne malgré ses 200 ans.

Nullement sclérosé. On pourrait même dire en pleine croissance, à l'étroit dans ses locaux, avec 81 langues enseignées, et plus de 10 000 étudiants. En Japonais, il y en a 1600, en Chinois 1480, on est obligé d'en refuser. En Russe,

4550. En Arabe 1000... En Khmer, le nombre déjà important de 125.

La demande ne cesse de croître, l'intérêt attaché aux langues étrangères augmente sans cesse, et il faut toujours créer des enseignements nouveaux, de sorte que l'Institut, observe le Président M. André Bourgey, a le sentiment d'avoir la vie devant lui : *"nous sommes les mieux placés pour préparer l'avenir. Nous sommes extrêmement confiants"*.

Pour les recherches sur le Cambodge, M. Pierre Lamant rappelle qu'elles ont été commencées au 19ème siècle par des épigraphistes et des sanskritistes français fascinés par le champ immense que leur proposait Angkor. Fascination qui s'est poursuivie, qui est aujourd'hui partagée par des chercheurs étrangers -américains, australiens notamment.

Restent cependant de grands trous dans nos connaissances du Cambodge. En histoire par exemple, si l'on connaît assez bien la période angkorienne, on sait très peu des 16ème, 17ème et 18ème siècles. Curieusement, la période coloniale (1860- 1945) n'a guère fait l'objet de recherches. On n'a rien sur les années 1946 - 1955. Rien sur la période du Sangkum ... !

On peut signaler aussi d'importantes lacunes pour la préhistoire, la géographie, l'ethnologie, ... et ajoutons à cette liste, entre autres, la pharmacopée.

L'avenir apparaît donc très ouvert, pour les chercheurs khmers comme pour les autres ! •

La bizarre

Le prince Sirivudh, demi-frère de Sa Majesté le Roi Sihanouk, est un personnage amène, sympathique à tous ses visiteurs. L'ancien ministre des Affaires Etrangères, Secrétaire général du Funcinpec, a beaucoup d'amis et, montrent les sondages, il est populaire.

L'idée qu'il ait conçu et mis au point le projet d'assassiner Hun Sen a paru absolument invraisemblable : cela ne cadre pas avec le personnage. Emporté par la conversation, ce bon causeur, bavard même à l'occasion, a-t-il eu quelques mots de trop ? C'est l'interprétation de ceux qui le connaissent bien et qui voient dans l'accusation portée contre lui une machination. Du pouvoir ? Ou d'autres goupes ? Cette ténébreuse affaire doit être éclairée par la justice. En attendant, voici un rappel des faits et les hypothèses que *Cambodge Nouveau* a pu recueillir.

1. L'interview scandaleuse

L'affaire a commencé le samedi 11 novembre, juste après la Fête des Eaux, avec un article du journal *Angkor Thmei* : une interview du prince Sirivudh. Samedech Krom Khun Sirivudh, -familièrement appelé "SKK", aurait dit : *"on m'a demandé la permission de tuer Hun Sen, de donner le feu vert". J'ai dit non*". Le journal, exploitant la phrase, titrait *"Sirivudh et le projet d'assassiner Hun Sen"*.

Le Roi, les deux Premiers ministres, beaucoup de hauts responsables se trouvaient alors à

Siem Reap. Prévenu par fax des midi ce 11 novembre, le second Premier ministre en avisait aussitôt le premier Premier ministre, et ensemble ils décidaient d'en avoir le coeur net, en interrogeant Norodom Sirivudh. You Hockry, co-ministre de l'Intérieur, en est chargé.

Sirivudh, disent nos sources, aurait nié avoir tenu les propos en question, et aurait tenté de "retourner" le premier Premier ministre, par l'intermédiaire de You Hockry, lui disant : *"il faut choisir entre protéger la vie de Hun Sen et tourner une nouvelle page d'histoire"*.

Hun Sen décide alors d'interroger le journaliste, So Naro, directeur du journal et Secrétaire général de KJA. On apprend alors que l'interview a été enregistrée et qu'il y a eu un témoin, Cheam Pary, journaliste franco-khmer ami du prince, qui a obtenu l'interview pour son collègue So Naro.

Ce collègue, que l'on va chercher le dimanche en hélicoptère à Battambang pour l'amener dans la résidence de Hun Sen, désapprouve la publication de l'article, refuse semble-t-il de charger Sirivudh, et demande à témoigner devant la justice seulement.

Le lendemain 13, les deux PM décident donc de passer le dossier au ministre de l'Intérieur, pour enquête; c'est fait le 14.

2. L'arrestation

L'affaire, qui jusque là pouvait sembler vraiment mineure, et même tout à fait invraisemblable (quelqu'un qui prépare un tel assassinat va-t'il le dire à un journaliste qui l'enregistre, et devant témoin ?) prend plus d'ampleur lorsque les enquêteurs mettent la main sur l'enregistrement d'une conversation entre le prince Sirivudh (qui était donc "sur écoutes") et "une excellence". Cette bande est, selon notre source qui l'a entendue, "accablante pour le prince" et elle ajoute *"même le Roi, à qui le premier Premier ministre a confié tout le dossier,*

(suite page 7)

A PROPOS ...

pas consulté

"La concession accordée par le gouvernement à la société indonésienne Panin, qui lui donne l'exploitation forestière de la quasi-totalité de la province de Rattanakiri (et d'importantes fractions de Stung Treng et de Mondolkiri), personne ne m'en a jamais avisé, je n'ai pas été consulté", nous dit le Gouverneur de Rattanakiri M. Kep Chutema.

6 banques ...

Sur les 29 banques existant au Cambodge, 6 seulement sont entièrement en conformité avec la législation, estime Madame Thioulong Saumura qui était vice-Gouverneur de la Banque Nationale jusqu'à sa démission en septembre due, nous dit-elle, à l'absence de volonté des autorités de réformer les systèmes et comportements existants, contrairement aux déclarations officielles.

"l'affaire" et le riel

"L'affaire Sirivudh" n'a eu presque aucune incidence sur le riel, nous dit un banquier. La tendance générale est un retour progressif de la confiance du public, les dépôts continuent à augmenter.

séropositivité : aggravation

Il y a plus de 3 000 cas avérés de séropositivité au Cambodge, de 50 à 90 000 au total (min. Santé).

affaire Sirivudh

a été convaincu" et a reconnu que "le gouvernement avait une position solide au regard de la loi".

Le Roi demande cependant que la vie du prince Sirivudh ne soit pas mise en danger, et qu'on lui assigne un lieu d'arrestation convenable.

Le prince est alors, le 17, placé en résidence surveillée dans sa villa. Les moyens mis en oeuvre, d'abord démesurés, sont réduits sur les indications du ministre de la Justice Chem Sgnuon.

Il apparaît qu' "il existe des preuves suffisantes pour impliquer dans le complot non seulement le prince mais quelques hauts responsables" déclare à la presse, le 19 novembre, le ministre de l'Information Ieng Mouly. Le projet consistait à faire exploser le véhicule de Hun Sen et lui-même avec 5 B40, ou de le tuer en avril prochain lors de sa visite au Palais Royal pour le Nouvel An khmer.

Le vice-Président de l'Assemblée Loy Sim Chheang met la question à l'ordre du jour de

l'Assemblée et le 21, la totalité des 105 députés présents vote la levée de l'immunité parlementaire du prince Sirivudh. Ils n'ont pas "abandonné l'un des leurs à l'arbitraire du pouvoir", au contraire "il faut laisser la justice tirer tout cela au clair".

Dès l'après-midi, la PJ, accompagnée du juge chargé de l'enquête, et avec un mandat d'amener, va arrêter Sirivudh. Elle le traite comme un citoyen ordinaire et l'emmène à "T3". S'ensuit un certain cafouillage : les deux Premier ministres ont souhaité que le prince soit assigné à résidence dans sa villa, mais le directeur de la prison ne dépend que du tribunal, qui dans l'intervalle s'est rangé aux dispositions prises par le ministère de l'Intérieur : le prince est transféré le soir dans une "résidence" située dans l'enceinte du ministère de l'Intérieur.

3. perquisition

Le tribunal va donc entreprendre de réinterroger les témoins, et naturellement le prince

Sirivudh.

En attendant, il ordonne, dans les règles, la fouille de sa villa. Le compte-rendu de cette perquisition, dont notre source nous a montré la copie, porte:

"L'année 1995, le 22 novembre, selon le mandat de perquisition 6988 délivré par le tribunal le 22 novembre, signé par le juge d'instruction du tribunal de la ville de Phnom Penh, nous, Oum Sarith juge, Ky Rethy, greffier, Bo Rany directeur-adjoint du département pénal du ministère de l'Intérieur, ... (suivent 8 noms de responsables), avons trouvé au total 19 fusil, (dont 2 ont des permis) : 6 AK 47 avec 10 chargeurs et 129 cartouches; 3 M16 avec 3 chargeurs et 120 cartouches; 3 autres fusils; 1 PM; 4 pistolets P08 avec 2 chargeurs, 1 pistolet à barillet avec 37 cartouches, 1 PM MAB avec 1 chargeur et 72 cartouches, 4 pistolets LOK avec chargeurs et 12 cartouches, 31 cartouches Herstal, etc ...". Mais cela ne prouve rien ...

fidèlement ce qu'il a dit, mais je ne veux pas l'interpréter. Il est possible qu'il ait rapporté une vraie complot pour assassiner Hun Sen, mais il est possible qu'il ait voulu plaisanter ? Ce n'est pas à moi d'en juger.

"J'ai eu un tort, je le reconnais, c'est de ne pas avoir demandé au prince Sirivudh de confirmer ce qu'il avait dit. Mais je n'ai pas caché que j'étais journaliste, et pendant l'entretien il m'a dit à plusieurs reprises "vous êtes journaliste, vous devez vous souvenir de ce que je dis". Donc il n'a pas du tout été "piégé", il n'y a pas eu selon moi de grave faute d'éthique professionnelle. Je confirme que le prince a bien dit ce que j'ai rapporté dans Angkor Thmei".

"Je pensais qu'avec cette interview mon journal, Angkor Thmei, qui n'a pas encore un tirage important, deviendrait plus connu. Mais pour l'instant

j'ai suspendu la parution parce que mon souhait est que l'affaire, qui est devenue grave, s'arrange de façon pacifique. Je ne veux surtout pas qu'on me reproche de gagner de l'argent en mettant quelqu'un en difficulté, en mettant en danger la vie du prince Sirivudh. Je ne sais pas quand je recommencerai à publier Angkor Thmei".

"Il me semble que la meilleure façon de sortir de cette affaire serait que le Roi intervienne pour apaiser la situation, en demandant d'une part au prince Sirivudh de reconnaître que ses propos ont dépassé sa pensée, peut-être en lui demandant de faire des excuses, et d'autre part à Samdech Hun Sen d'apaiser sa colère.

Ainsi le Roi, qui a été bien involontairement à l'origine de cette histoire avec son portrait, pourrait être aussi à sa conclusion. C'est mon souhait".

Hypothèses

M. Om Yentieng, proche conseiller du second Premier Ministre Hun Sen, chargé des informations locales et des relations publiques, nous en expose trois :

1. Sirivudh aurait vraiment préparé, ou souhaité l'assassinat de Hun Sen. Mobile : une grande ambition. L'idée générale est que lui-même a très peu de chances d'accéder au trône et que, selon lui, la monarchie est condamnée. Après la disparition du Roi, la seule formule possible serait la république. Ce serait le sens de l'expression qu'on lui prête "tourner une nouvelle page historique".

Le seul obstacle, c'est Hun Sen. Lui éliminé, Sirivudh pourrait être Président de la République, et Sam Rainsy, auquel il reste très lié, Premier ministre.

2. Si Sirivudh n'a jamais eu l'intention d'assassiner vraiment Hun Sen, et s'il l'a dit, c'est qu'il a été victime de sa nature trop bavarde. "Sirivudh est une marmite sans couvercle".

Et puis il veut jouer les héros, au moins en paroles, et l'assassinat du Premier ministre israélien a échauffé bien des esprits en montrant que l'impossible arrive parfois.

3. l'objectif, en éliminant Hun Sen, serait de diviser et d'affaiblir le Funcinpec, dont Hun Sen est le meilleur soutien.

Ce point n'est paradoxal qu'en apparence : Hun Sen l'a dit lui-même, "son intérêt, comme celui du PPC, c'est un Funcinpec fort". En effet, un Funcinpec faible favorise un parti comme celui de Sam Rainsy.

En éliminant Hun Sen, ce n'est pas seulement le PPC et son soutien populaire que l'on perdrait, mais du même coup aussi le Funcinpec.

So Naro

Directeur de Angkor Thmei
Secr. gén. de l'Association des
Journalistes Khmers (KJA)

l'interview ... et ses commentaires

A
"Quand je suis allé rendre visite au prince Sirivudh au siège du Funcinpec, avec Cheam Pary, ce n'était pas pour l'interviewer, mais pour lui vendre une photo du Roi dont je suis l'auteur".

"C'est d'ailleurs l'exemplaire même que j'avais emporté chez le prince que, n'ayant pas eu l'occasion de lui en parler, j'ai remportée et donnée à Cambodge Nouveau qui cherchait une bonne photo du Roi pour son anniversaire". (photo parue dans notre numéro 38, avec la signature So Naro).

"Sur le fond de l'affaire, je ne veux pas dépasser mon rôle, qui est de rapporter ce que mon interlocuteur a dit. J'ai rapporté

CAMBODGE
NOUVEAU
est entièrement réalisé
au CAMBODGE

libre opinion

investissements

encore un effort !

Nous recevons d'un lecteur le texte suivant

C'est une bonne idée de réunir les businessmen qui souhaitent investir au Cambodge et de leur demander ce qui les en empêche, de les presser de dire publiquement, en toute sincérité, quelles difficultés ils rencontrent, où se trouvent les faiblesses du système de façon à les corriger et à mieux travailler ensemble, dans l'intérêt commun.

C'est vraiment une excellente idée de réunir, pour écouter tous ces plaignants, frustrés, impatients, déçus, une grande partie du gouvernement, et notamment la plupart des ministres décideurs : Finances, Industrie, Travaux Publics, Agriculture, Tourisme, Plan, Affaires Etrangères ... et naturellement les dirigeants du CDC, qui est en principe l'interlocuteur unique des candidats à l'investissement au Cambodge.

Mais cette très bonne idée n'a été, lors de la réunion du 18 novembre présidée par le premier Premier Ministre, que très imparfaitement réalisée. Puisque les candidats-investisseurs étaient invités à exprimer des critiques, en voici.

Le sujet étant sérieux, il fallait limiter la réunion aux interlocuteurs "utiles" : investisseurs d'une part, responsables cambodgiens de l'autre. Il fallait faire une réunion de travail.

Au lieu de cela il y avait, face à trois rangées de ministres ou hauts responsables muets, une salle de plusieurs centaines de personnes, avec une majorité de fonctionnaires, et pour le reste nombre de personnalités qui n'avaient aucune revendication ou interrogation particulière à exprimer, et même dans bien des cas aucun lien avec le monde des affaires. Il ne faut pas confondre réunion de travail et vaste assemblée bavarde.

Rien d'étonnant dans ces conditions si la plus grande partie des prises de parole ont relevé de la langue de bois, de l'auto-justification, des exposés fades et des courtoisies convenues.

On se serait enlisé dans des discussions de détail hors sujet (les contrôles SGS par exemple) et les plaintes archi-connues sur les

lenteurs du CDC si, après trois heures, et près de la fin de la réunion, alors qu'approchait le grand déjeuner et le moment de se congratuler, trois intervenants n'avaient exprimé avec force, et même véhémence, leurs frustrations.

Un dialogue entre le Gouvernement et les candidats à l'investissement, c'est une bonne idée.

Mais la formule doit être sérieusement revue si elle doit servir à quelque chose.

C'était trop tard. On les a écouté poliment, avec intérêt même, mais ils ont fait l'effet de trouble-fête - alors qu'eux seuls justifiaient cette très vaste réunion.

On n'a donc fait qu'effleurer le sujet, et il est clair qu'aucune leçon n'a pu être tirée de cet exercice académique. On peut même se demander s'il n'a pas été imaginé pour désamorcer les critiques, rassurer les interlocuteurs habituels du pouvoir : *"comme cette réunion l'a montré et comme chacun a pu le constater, tout va bien !"*

Reprenant l'excellente idée d'écouter les frustrés et d'instaurer un dialogue entre eux et les décideurs cambodgiens, on pourrait imaginer un processus bien défini :

- une réunion entre interlocuteurs vraiment concernés : candidats-investisseurs mécontents d'une part, et responsables gouvernementaux correspondants décidés à aboutir;

- un vrai dialogue, c'est à dire questions et réponses entre gens compétents : *"pourquoi, alors que nous avons déposé un projet d'investissement il y a un an - et dans certains cas beaucoup plus - n'avons nous encore aucune réponse ? Sur quels points précis portent les difficultés ?"*

Les réponses à ces bonnes questions devraient être argumentées. Les réponses précises. Les torts respectifs bien définis. Des solutions trouvées en commun. Un calendrier décidé.

- ce dialogue devrait être instauré aussi, et c'est la partie originale des présentes suggestions, entre les responsables du CDC et les ministères concernés.

Car il est évident que l'un des aspects, et non des moindres, des problèmes rencontrés par les candidats-investisseurs, c'est que le CDC ne parvient pas à obtenir de certains ministères que les dossiers qu'il leur adresse pour avis technique et approbation, soient traités. D'où l'incapacité du CDC à répondre aux investisseurs-

Un dialogue entre le Gouvernement et les candidats à l'investissement, c'est une bonne idée.

Mais la formule doit être sérieusement revue si elle doit servir à quelque chose.

C'était trop tard. On les a écouté poliment, avec intérêt même, mais ils ont fait l'effet de trouble-fête - alors qu'eux seuls justifiaient cette très vaste réunion.

On n'a donc fait qu'effleurer le sujet, et il est clair qu'aucune leçon n'a pu être tirée de cet exercice académique. On peut même se demander s'il n'a pas été imaginé pour désamorcer les critiques, rassurer les interlocuteurs habituels du pouvoir : *"comme cette réunion l'a montré et comme chacun a pu le constater, tout va bien !"*

Reprenant l'excellente idée d'écouter les frustrés et d'instaurer un dialogue entre eux et les décideurs cambodgiens, on pourrait imaginer un processus bien défini :

- une réunion entre interlocuteurs vraiment concernés : candidats-investisseurs mécontents d'une part, et responsables gouvernementaux correspondants décidés à aboutir;

- un vrai dialogue, c'est à dire questions et réponses entre gens compétents : *"pourquoi, alors que nous avons déposé un projet d'investissement il y a un an - et dans certains cas beaucoup plus - n'avons nous encore aucune réponse ? Sur quels points précis portent les difficultés ?"*

Les réponses à ces bonnes questions devraient être argumentées. Les réponses précises. Les torts respectifs bien définis. Des solutions trouvées en commun. Un calendrier décidé.

mencer les activités mentionnées dans ce projet".

L'un des intérêts d'une telle procédure serait de mettre fin à certaines magouilles. Lesquelles ?

Par on ne sait quel phénomène, une "fuite" se produit, et le projet de la société A arrive à la connaissance de sociétés B, C et D. Qui s'empresse, même si elles ne sont pas compétentes dans le secteur en question, de présenter des projets similaires, voire plus séduisants. Accompagnés, au besoin, d'arguments auxquels les décideurs (nous ne pensons pas au CDC) normalement, ne devraient pas être sensibles.

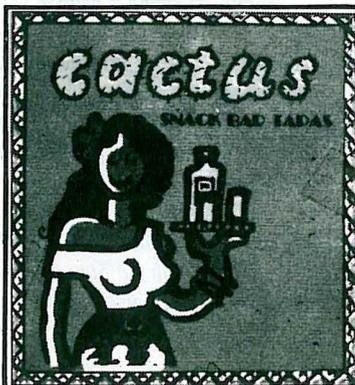
Dès lors, on arrive dans une "zone grise". Des intermédiaires proposent à la société A de contrer ces concurrents, moyennant quelques subsides. Que faire ? Si elle refuse d'entrer dans ces manoeuvres, la société A court le risque de voir le contrat lui échapper. Ou encore de voir la société B, qui a obtenu le contrat on ne sait trop comment, venir lui en proposer benoîtement une part ...

Il est évident que ce sont les longs délais de réponse de l'administration qui permettent à ces manoeuvres de se développer.

Il est évident aussi que certains projets d'investissement dérangeant des intérêts existants, qui font tout pour en empêcher ou au moins pour en freiner l'agrément. Le longs délais permettent à ces intérêts de s'organiser. Il existe une quantité de procédés (dont beaucoup ont l'apparence de la légalité), pour faire trainer un dossier.

Que le Gouvernement tienne ses engagements en matière de délais et de transparence, et les candidats-investisseurs investiront.

*Cambodge Nouveau ne copie personne
Ne le copiez pas
si vous le citez, indiquez la source*



CHANGEMENT DE DIRECTION

LUC VOUS ACCUEILLE AU CACTUS

buffet de salades à volonté à 2 \$ s. c. tous les midi

GRAND CHOIX DE BIERES

LE CACTUS

de 10 heures du matin à 2 heures du matin

94, BOULEVARD PREAH SIHANOUK - PHNOM-PENH